

The Winter of our Discontent (selon Shakespeare «Richard III»)

reçu une claque mémorable dont la raison d'être a de multiples facettes. Il faut se dépêcher d'ajouter que, en proportion des suffrages exprimés, le résultat du parti socialiste français se compare avantageusement à celui des deux grands blocs de droite qui se sont adjugés la victoire. Mais claque il y a et le système majoritaire n'est pas seul en cause, puisqu'il remonte à 1959, à la seule exception du scrutin législatif de 1986. L'excuse du mode de scrutin est d'autant moins recevable que ces mêmes socialistes français ont su introduire des modes de scrutin pour les élections municipales et régionales qui font l'unanimité.

par Albert RODRIK

Depuis le mois de juin dernier, le parti socialiste italien part en lambeaux, il explose à la chaîne comme des pétards chinois. Certains disent qu'il a implosé comme un vieil appareil de télévision. D'un bout à l'autre de la péninsule, les élus - petits ou grands - du parti frère italien se voient notifier des mandats en tous genres pour concussion, abus de pouvoir, pots-de-vins. Dans le Sud, la complicité mafieuse pointe son nez. Il a fallu le septième ou le huitième mandat pour que celui qui a conduit de main de fer le parti depuis vingt ans veuille bien passer la main. Celui qui le contestait, qui fut son dauphin et qui avait apparemment le mérite de conduire depuis plusieurs années une lutte féroce et couronnée de succès contre le crime organisé, se démet dans la tourmente de comptes suspects en Suisse. Un ancien secrétaire central de syndicat «planqué» en qualité de secrétaire général du ministère des finances prend la direction du parti. Selon quelques scrutins locaux, le parti a perdu la moitié de son électoralat qui n'a jamais dépassé la barre de 15 % en moyenne sur le plan national. Pourtant, depuis vingt ans, le parti socialiste italien avait entretenu l'illusion de devenir un grand parti en s'associant étroitement à la démocratie chrétienne, en imitant ses pires tics d'organisation et de comportement et en infiltrant toutes les enceintes de pouvoir sans exception, pouvoirs publics et entreprises étatiques ou semi-étatiques inclus et se partageant - semble-t-il ? - prébendes et ristournes. Oh paradoxe ! dans la péninsule on croit avoir trouvé le remède-miracle à la dégradation de tout un système politique : le système majoritaire uninominal à un tour, c'est-à-dire le système britannique du «Winner takes all», le plus inique et le moins apte à permettre une représentation à peu près fidèle de l'opinion publique. Le parti est décimé, son allié démocrate-chrétien est dans un tout aussi piteux état et il n'est plus question d'alliance entre eux. Depuis vingt ans, entre socialistes italiens et le parti communiste (PCI) d'abord et le parti démocratique de la gauche (PDS) maintenant, les relations sont faites de polémiques et d'invectives. D'ailleurs, ce dernier, venu de 35 %, oscille entre 18 et 19 % maintenant. Quelles belles perspectives dans le système majoritaire à venir.

Quitte ou double

L'ex-jeune avocat sévillan à qui les vieux combattants de la guerre d'Espagne avaient laissé le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), désespérant de voir la fin du franquisme, Felipe Gonzalez lui-même, vient de jouer son grand coup de quitte ou double avant le terme de son troisième mandat législatif. Il l'a fait plus pour éviter l'explosion du parti

que pour éviter de perdre le pouvoir, l'un allant souvent de pair avec l'autre, avec de légers décalages dans le temps.

Entre les traditionnels et les rénovateurs, entre les «perclus» de concussion et ceux qui ne mangent pas de ce pain-là, le seul ciment, le mince ciment reste le scrutin de juin.

Pataugée

Pour mémoire, le parti suédois patauge depuis l'assassinat de Palme, dont l'assise électorale était d'ores et déjà bien plus fragile que celle de son prédécesseur oublié, le SPD allemand ne se remet pas en selle depuis la retraite de Helmut Schmidt (droitier s'il en fut) et les mésaventures de Lafontaine furent amères. Quel avenir pour la coalition autrichienne ?

Analyse

J'arrête là cette funeste transcription pour soulever un lancinant pourquoi ??? Les modes de scrutin ont été évoqués. C'est un tout petit bout de la chose.

On a beaucoup évoqué le chômage. Les socialistes français en particulier n'auraient pas su juguler le chômage. Mais personne n'a su le faire, dans aucun des grands pays développés du Nord. C'est la raison pour laquelle nous disons que si la Suisse ne maîtrise pas sa situation dans les deux ans, elle ne sera plus maîtrisable. Dans les grands pays qui nous entourent, au début de la décennie quatre-vingt, elle n'était plus maîtrisable. Pour le surplus, du point de vue du bilan proprement dit de l'action gouvernementale des socialistes, il n'y a rien qui puisse nous faire honte ou nous faire rougir. Bien au contraire, de l'avis unanime, jamais l'Italie n'a été aussi bien gouvernée que pendant les trois années de gouvernement Craxi. Démocratie et prospérité en Espagne sont l'oeuvre du PSOE, même si ces dernières années, il a opposé une surdité aussi troublante qu'obstinée aux demandes des syndicats, provoquant leurs colères. En plus de dix ans en France - en matière de capacité de gouverner - il y a eu le pire (Cresson) et le meilleur (Rocard) et les entre-deux. Là n'est pas, à mon sens, le noeud, et le noeud - lui - nous fait honte et nous fait mal.

Démagogie chauvine

Une fois pour toute : aucune société ne peut redistribuer ce qu'elle n'a pas produit. Le redistributionnisme social sans «couverture» économique adéquate aboutit à la catastrophe et à l'appauvrissement des individus et des pays et ce sont les plus démunis qui paient. Les gouvernements de Pierre Mauroy en France (avec l'infest spectacle du congrès de Valence en août 1981) resteront, de ce point de vue, dans l'histoire comme exemple de ce qu'on ne peut plus

traiter de la sorte. En 1983, ce n'était déjà plus récupérable probablement, en ajoutant ceci à la situation du chômage hérité du septennat Giscard. La solution que n'a cessé de préconiser Chevènement depuis 1983, c'est-à-dire s'isoler et couper les amarres avec l'Europe pour pouvoir faire une politique de «gôche» relève de la démagogie sociale-chauvine sans consistance.

Copinage

Conclure des alliances sans contenu politique dans le seul but d'avoir accès aux lieux de pouvoir et se faire complice de la désorganisation économique par copinage et accaparement ne peut porter bonheur à quiconque et singulièrement pas aux socialistes. Quand il disait qu'il voulait être dans la «Stanza dei bottoni», dans les années soixante, Pietro Nenni ne pensait pas à loger ses amis dans les conseils d'administration, mais il souhaitait que son parti soit présent à l'endroit et à l'heure où les grandes options se dessinaient pour son pays.

Division

L'accent mis de façon maladroite sur tout ce qui divise au détriment du socle commun de références unissant tous les socialistes, l'organisation en tendances - souvent de façon statutaire - qui deviennent des partis dans le parti et qui le vident de sa substance, le culte des chefs et cheffaillois divers ont déjà tué dans l'histoire bien des civilisations. Il n'est pas exclu que cette perversion puisse entraîner la disparition du socialisme démocratique en Europe occidentale. Les libéraux et conservateurs de tout poil ont déjà promis de payer la sépulture.

Moralité publique

Enfin, la moralité publique. Depuis un siècle, les socialistes font des leçons de morale et de pureté aux autres. Les autres s'en souviennent, mais les socialistes au pouvoir oublient. Voler pour le parti c'est toujours voler. Loger ses petits copains, c'est le népotisme. La concussion, les pots-de-vins, les dessous de table, le trafic d'influence relèvent toujours du code pénal, même si on est au pouvoir, surtout si on est au pouvoir ! Il ne fait pas de doute que pour certains socialistes français, italiens, espagnols, les barrages moraux se sont effondrés face aux délices du pouvoir. L'ayant suffisamment dénoncé chez les autres, ils ne pouvaient attendre aucune indulgence. C'est bien fait. Les combattants de la brigade Garibaldi face aux fascistes espagnols sous la mitraille des nazis, Pierre Brossolette torturé par les Allemands, les combattants de l'ombre et ceux qui périrent dans les camps de la mort, Henri Frenay, Léon Blum et Pierre Mendès France, Sandro Pertini et ceux qui tinrent sur l'Ebre, dans

Barcelone assiégée de Noël 1938, ceux qui partirent avec leurs baluchons pour les camps du Sud de la France et prirent ensuite les chemins de la Résistance; les garrottés des géolés franquistes, ceux-là et nous avec, avons honte et crions : halte. L'argent n'a pas d'odeur, mais il y a des comportements qui puent.

Quelles leçons pour nous, en Suisse? L'alternance est mauvaise, frustrante, inadéquate pour la conduite de grands pays développés. L'alternance, c'est un peu comme la prison pour les jeunes, c'est l'école du mauvais gouvernement, le fameux malgoverno des Italiens.

Un parti seul au pouvoir, qui se partage, entre ses membres, les pouvoirs, c'est délétère. Croire qu'un parti est d'essence supérieure et détient toutes les réponses, c'est dangereux et le début des Inquisitions.

Les «coalitions» ne peuvent avoir que deux sources : le suffrage universel (modèle des gouvernements cantonaux) ou un contenu politique convergent réel. C'est ce qui fait défaut pour la constitution du Conseil fédéral et qui est cruellement apparu au moment du remplacement de René Felber.

Méfiez-vous, méfions-nous : les alliances sans contenu politique réel, pour le seul plaisir d'occuper le pouvoir, mènent au désastre. Nous devons nous en souvenir et tenter de le mettre en pratique d'ici les élections fédérales de 1995.

Enfin, sachons dire à ceux qui ressassent que le salut est dans l'affrontement bloc contre bloc, qu'ils font les apprentis sorciers et que surtout leur potion magique est porteuse de saccage et non de clarté, comme ils le proclament.

A bon entendeur libéral, salut !

4